

11 Sociétés non financières

En 2016, l'activité des sociétés non financières continue de progresser : la production augmente en valeur de 1,0 % après une hausse de 1,3 % en 2015. Les consommations intermédiaires sont stables en 2016 après avoir faiblement augmenté les années précédentes (+ 0,3 % 2015 et + 0,5 % en 2014). Il en résulte une progression de 2,2 % de la valeur ajoutée en 2016 après 2,6 % en 2015.

Dans ce contexte où la reprise économique se confirme, la rémunération des salariés est plus dynamique qu'en 2015 : + 2,3 % en 2016 après + 1,3 %. Cette progression s'explique essentiellement par l'accélération de la masse salariale : + 2,5 % en 2016 après + 1,7 % en 2015. L'emploi se redresse en effet (+ 1,2 % après + 0,5 % en 2015) et le salaire moyen par tête (+ 1,3 %) croît sur un rythme similaire à celui de 2015. Les cotisations sociales à la charge des employeurs progressent moins rapidement que la masse salariale : + 1,5 %, après + 0,3 % en 2015. En effet, les entreprises ont continué à bénéficier des allègements de cotisations prévus par le Pacte de responsabilité et de solidarité, cependant, les montants alloués ont progressé de façon moindre que l'année précédente. À l'inverse, les taux de cotisations sociales employeurs maladie et vieillesse ont été relevés au 1^{er} janvier 2016.

Les impôts sur la production stagnent pour la seconde année consécutive (- 0,2 % en 2016 après - 0,4 %). Les subventions sont stables également (- 0,2 %), alors qu'elles étaient en forte augmentation en 2015 (+ 27,3 %) et 2014 (+ 51,1 %), à la suite de la mise en œuvre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). La légère augmentation du montant du CICE en 2016, en lien avec la croissance de la masse salariale, est compensée par la baisse d'autres subventions.

Dynamisé par la montée en charge du CICE l'année précédente, l'**excédent brut d'exploitation** (EBE) évolue cette fois de

+ 2,2 % après + 7,9 %, en ligne avec la valeur ajoutée. Ainsi, le **taux de marge** s'établit au même niveau qu'en 2015 (31,9 %) soit le plus haut niveau enregistré depuis la crise économique de 2008. En effet, le taux de marge des sociétés non financières avait diminué de 33,1 % en 2008 à 30,9 % en 2009, avant d'amorcer un redressement à partir de 2014.

En 2016, le solde entre intérêts reçus et versés par les sociétés non financières s'améliore de plus de 5 milliards d'euros. Cela est principalement dû à une baisse de 7,7 % des intérêts versés par les sociétés du fait de la poursuite de la baisse des taux. *A contrario*, le solde des dividendes reçus moins versés est en baisse de 2,1 milliards d'euros, la hausse des dividendes versés ayant excédé celle des dividendes reçus. Au total, le solde des revenus de la propriété s'améliore de 2,1 milliards d'euros en 2016, après une dégradation de 2,3 milliards d'euros en 2015.

L'épargne des sociétés non financières suit la tendance à la hausse des années précédentes mais revient à une progression plus mesurée de + 4,5 % en 2016 contre + 13,9 % en 2015. Ce ralentissement est dû à la croissance moins importante de l'EBE en 2016 qu'en 2015. Après les baisses enregistrées en 2014 et 2015, l'impôt sur les sociétés (calculé avant imputation des crédits d'impôt) augmente de 4,4 % en 2016, hausse quasiment compensée par l'amélioration des transferts courants nets.

Le **taux d'autofinancement**, qui mesure la capacité des entreprises à financer elles-mêmes leurs projets et leur activité, reste stable en 2016 à près de 85 %, la formation brute de capital fixe évoluant au même rythme que l'épargne. Le besoin de financement des entreprises s'établit à - 44,9 milliards d'euros. Il s'améliore pour la deuxième année consécutive malgré la poursuite du restockage (+ 23,2 milliards d'euros en 2016). ■

Définitions

Excédent brut d'exploitation : solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

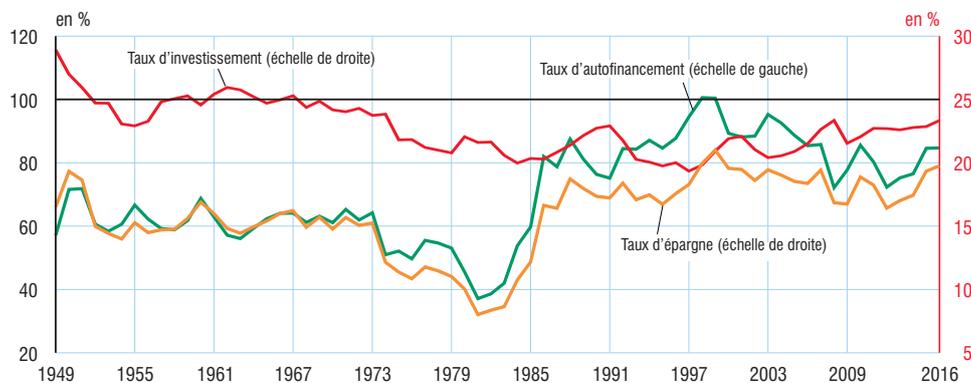
Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.

Taux d'autofinancement : rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

Taux d'investissement : rapport de la formation brute de capital fixe à la valeur ajoutée.

Sociétés non financières 11

1. Taux d'autofinancement des sociétés non financières



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. Principaux éléments du compte des sociétés non financières

	2016 (en milliards d'euros)	Évolution		
		2014/2013	2015/2014	2016/2015
Production	2 676,2	0,8	1,3	1,0
Consommations intermédiaires	1 533,3	0,5	0,3	0,0
Valeur ajoutée	1 142,9	1,3	2,6	2,2
Rémunération des salariés	749,8	1,7	1,3	2,3
Impôts sur la production	59,8	2,1	-0,4	-0,2
Subventions	-31,7	51,1	27,3	-0,2
Excédent brut d'exploitation	365,0	2,7	7,9	2,2
Revenus de la propriété versés	264,7	-0,4	-1,4	0,4
Revenus de la propriété reçus	188,8	-1,8	-3,2	1,7
Impôts courants sur le revenu	39,8	-2,4	-4,9	4,4
Épargne brute	225,9	3,8	13,9	4,5
Formation brute de capital fixe	266,8	2,1	3,0	4,4
Variation de stocks	23,2	///	///	///
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-44,9	///	///	///

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Principaux ratios des sociétés non financières

	2013	2014	2015	2016
Taux de valeur ajoutée	41,4	41,6	42,2	42,7
Partage de la valeur ajoutée (VA)				
Rémunération des salariés / VA	66,1	66,4	65,6	65,6
Taux de marge	29,9	30,4	31,9	31,9
Poids en % de la VA				
des intérêts versés	6,0	6,0	5,1	4,6
des dividendes versés (nets)	4,2	4,4	4,3	4,4
des impôts courants sur le revenu	3,8	3,7	3,4	3,5
de l'épargne brute	17,0	17,4	19,3	19,8
Taux d'investissement	22,6	22,8	22,9	23,3
Taux d'autofinancement	75,2	76,5	84,6	84,7

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.